

GAÏDZ MINASSIAN

Docteur en science politique, chercheur au
Groupe d'Analyse Politique à l'Université Paris
Ouest (Nanterre), maître de conférences à
Sciences Po-Paris

Le Caucase du Sud, un an et demi après la « guerre des cinq jours »

13 février 2010

Depuis la guerre des Cinq jours, il y a dix-huit mois, entre la Russie et la Géorgie, le Caucase du Sud traverse l'une des périodes les plus complexes de sa jeune indépendance. En effet, jamais depuis la victoire de l'armée russe sur la petite Géorgie, les phénomènes d'interdépendance des processus régionaux n'ont été si illisibles. Les puissances, quelles qu'elles soient, ont multiplié les messages contradictoires, brouillant calculs politiques et intérêts économiques sur fond de projets énergétiques rivaux dont l'impact n'a eu jusqu'à maintenant pour effet que de les obliger à abattre très lentement leurs cartes.

Depuis la « guerre des cinq jours », ce ne sont plus les États-Unis qui imposent leur calendrier dans la région mais la Russie, qui transforme sa marche transcaucasienne en enjeu de puissance, comme elle s'applique à le faire aussi avec l'Ukraine et l'Asie centrale. Plus que jamais, la

Russie conditionne la mutation du Caucase du Sud, avec une capacité d'entraînement qui oblige puissances mondiales (États-Unis, Union européenne), régionales (Turquie, Iran) et locales (Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan) à réaménager leurs positions pour mieux se préparer aux prochaines initiatives de l'administration Medvedev. Mais ce regain de puissance russe n'explique pas toute la mutation du Caucase du Sud. Tous les acteurs, y compris Moscou, ont conscience que la Russie ne peut agir dans la région selon sa seule volonté au risque de se heurter au moins à l'hostilité de la communauté internationale. Si bien que le Caucase du Sud se trouve, dix-huit mois après la fin de la guerre, ni sous domination russe, ni sous domination occidentale, mais dans un entre-deux qui contrarie la politique des trois États caucasiens, compromet la stabilité régionale et entraîne de nouvelles sources de tensions préoccupantes pour l'agenda de la paix.

I. Le regain de *leadership* de la Russie

La manifestation de puissance russe en Géorgie obéit à un vaste plan de re-modélisation du Caucase du Sud comprenant un objectif, une stratégie, un principe, une méthode et une tactique clairement définis. Le plan : reconquérir le flanc sud-caucasien en vue de retrouver son statut de puissance et son influence dans cette aire multiculturelle. L'objectif : ouvrir de nouvelles routes énergétiques traversant cet espace confluant de l'Europe et de l'Asie, de la Russie et du Moyen-Orient. La stratégie : se rapprocher de la Turquie et de l'Iran pour construire un monde multipolaire et façonner le Caucase du Sud en zone d'influence post-impériale en réduisant au maximum toute présence occidentale. Le principe : ne plus partager comme dans les années 1990 les processus de règlement des crises (OSCE dans le Haut-Karabakh et en Ossétie du Sud, ONU en Abkhazie) mais imposer sa propre grille de lecture et empêcher l'ouverture de nouveaux processus multilatéraux de résolution des conflits. La méthode : exceller dans le pragmatisme, pratiquer la technique du *soft power* pour redorer son blason de *peacemaker* en développant éducation et médias russes dans la région. Enfin, la tactique : sur fond de discours en faveur de la paix et de la stabilité, la Russie entend conduire simultanément tous les processus de façon à désactiver les leviers américains dans la région. Il faut donc maintenir la Géorgie pro-américaine dans un état de fragilité permanent, satelliser l'Arménie en supervisant le rapprochement turco-arménien, privilégier le partenariat stratégique avec l'Azerbaïdjan en reprenant la main sur le processus de paix dans le Haut-Karabakh.

Vers un renforcement du poids militaire et économique

Pour y parvenir, la Russie doit avant tout penser à consolider sa présence militaire et impulser de nouveaux projets économiques dans la région. Sur le plan de la sécurité, sa nouvelle doctrine de défense, lancée sur fond de réforme de ce secteur clé, propose une nouvelle architecture de la sécurité pour l'Europe tout en autorisant ses troupes à franchir les frontières et à pénétrer chez ses voisins en cas de nécessité. En tant que principal membre de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC), bras armé de la CEI dont elle s'autonomise beaucoup, la Russie compte dans la région du Caucase du Sud une force conjointe de réaction rapide avec son allié¹,

1. Selon les règles de fonctionnement de ce système de sécurité collective, les États membres peuvent s'acheter de l'armement à des prix internes. En décembre 2008,

l'Arménie, où Moscou dispose de trois bases fortes d'environ 5 000 hommes². En outre, pour Moscou, le Caucase du Sud compte non pas trois États mais cinq depuis « l'indépendance » des deux « États vassaux », l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie, où l'armée russe a ouvert de nouvelles bases militaires – deux chez les Ossètes³ et deux autres chez les Abkhazes⁴. Cet arsenal militaire russe consiste à rappeler aux États sud-caucasiens mais aussi aux Occidentaux que l'avenir de la paix régionale passe par la Russie et non par l'élargissement de l'OTAN.

Sur le plan économique, la Russie veut introduire le Caucase du Sud dans la deuxième phase de son désenclavement énergétique. Mais cette fois-ci, Moscou entend dominer les projets multilatéraux de modernisation des infrastructures, et non les subir comme lors de la première phase dans les années 1990 avec les pipelines BTS, BTC, BTE⁵ que Moscou n'a jamais acceptés parce qu'ils contournaient le territoire russe. Sur le corridor Nord-Sud, la Russie a signé avec l'Azerbaïdjan et l'Iran un projet de construction d'une ligne de chemin de fer avec une possibilité d'extension vers l'Inde. Forte de son partenariat avec la Turquie, la Russie envisage de construire un second gazoduc, Blue Stream II, manière de renforcer l'espace de coopération post-impérial que Moscou entend composer avec la Turquie et l'Iran. Par ailleurs, Moscou et Erevan coopèrent sur le projet de construction d'une nouvelle centrale nucléaire en Arménie. Rappelons que 80 % du parc énergétique arménien se trouvent aux mains des Russes et que l'Arménie projette de vendre son électricité à l'Iran, à la Géorgie mais aussi à la Turquie, avec laquelle un processus de rapprochement est en cours. Sur le corridor Est-Ouest, la Russie a lancé son projet de gazoduc South Stream en partenariat avec des membres de l'Union européenne (Italie, Grèce notamment et bientôt la France) et en symétrie avec le Nord

l'Azerbaïdjan a justement accusé Moscou d'avoir livré des armes à Erevan pour un montant de 800 millions de dollars. L'accusation a été aussitôt démentie par Moscou et Erevan, mais cette dénonciation n'est pas sans rappeler la première « Yerevagate » impliquant la Russie d'Eltsine et l'Arménie au milieu des années 1990 et qui à l'époque avait également été démentie par les deux pays concernés avant que la Russie reconnaisse du bout des lèvres l'existence d'une telle livraison.

2. L'une à Gumri, près de la frontière avec la Turquie, une deuxième à Abovian, près d'Erevan et une dernière à Meghri, sur la frontière avec l'Iran.

3. Tskhinvali et Djava, d'une capacité de 3 700 hommes.

4. Goudaouta, au nord de Soukhoumi, et une base navale à Otchamtchira, également fortes de 3 700 hommes.

5. Les oléoducs Bakou-Tbilissi-Soupsa (BTS), Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC), le gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzéroum (BTE).

Stream (en partenariat avec l'Allemagne) afin de compromettre la construction du projet rival Nabucco soutenu par les Occidentaux (ce gazoduc devrait se raccorder au BTE pour contribuer à diversifier les approvisionnements des marchés européens, trop sensibles au bras de fer entre la Russie et l'Ukraine).

Vers une désactivation des leviers américains

Ce processus militaire et économique passe nécessairement par la neutralisation des leviers américains dans la région. Dans le dossier géorgien, les questions abkhaze et sud-ossète sont l'objet d'un processus diplomatique appelé « processus de Genève » enclenché en octobre 2008 et présidé par une troïka – Union européenne (Pierre Morel), OSCE (Charalampos Christopoulos) et ONU (Johan Verbeke), trois personnes au rang d'ambassadeurs représentant trois organisations⁶. Les négociations sont très difficiles en raison du statut « d'indépendance » de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. La Russie a reconnu l'indépendance de ces deux provinces, non seulement en riposte à la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo par les Occidentaux en février 2008, « précédent universel » selon la formule de Vladimir Poutine, indépendance que la Russie a toujours dénoncée ; mais aussi pour ralentir le « processus de Genève ». Car en l'état, ce dernier pose un problème pour la Russie. Il est hors de question pour elle de co-gérer comme dans les années 1990 avec les Américains les conflits post-soviétiques. C'est dans cet objectif précis que Moscou a obtenu l'arrêt, en 2009, des missions de l'ONU en Abkhazie et de l'OSCE en Ossétie du Sud. Désinternationaliser la question géorgienne pour mieux asseoir sa domination, telle est la finalité de la stratégie de Moscou, alors que les Géorgiens multiplient les initiatives politiques et de communication afin de maintenir la question de l'intégrité territoriale de leur pays sur l'agenda international.

Outre le bras de fer avec la Géorgie, la Russie a poussé l'Arménie à débloquer ses relations avec la Turquie, alors que les relations arméno-turques sont officiellement inexistantes depuis qu'Ankara a unilatéralement fermé sa frontière avec Erevan en solidarité avec l'Azerbaïdjan, en guerre contre l'Arménie, et pour protester contre la diplomatie arménienne, sensible à la reconnaissance internationale du génocide de 1915. Depuis 1991, ce dossier arméno-turc était surtout suivi par les États-Unis, qui avaient lan-

cé (sous Bill Clinton comme sous George W. Bush) des initiatives en vue d'obtenir une normalisation des relations entre les deux États. A partir de 2007, la Russie a commencé à s'intéresser de près à cette épineuse question pour mieux préparer la politique de la « main tendue » d'Erevan à l'égard de la Turquie en 2008. En effet, Moscou a inspiré la « diplomatie du football » impulsée par le président arménien, Serge Sarkissian – de passage en Russie, en juin 2008, ce dernier a invité le président turc, Abdullah Gül, à se rendre en Arménie pour assister au match de football Arménie-Turquie, le 6 septembre 2008, dans le cadre des éliminatoires de la Coupe du monde de 2010. Ce processus a abouti à la signature d'un accord bilatéral le 10 octobre 2009 sous l'égide de la Suisse, de l'Union européenne, des États-Unis, de la France et de la Russie.

Concernant le Haut-Karabakh, dont le dossier est pris en charge depuis 1992 par le groupe de Minsk de l'OSCE coprésidé par la Russie, les États-Unis et la France, Moscou a, en quelque sorte, lancé un « processus dans le processus » depuis quinze mois. Cela consiste à laisser la troïka parvenir à un accord de principe sur la paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan tout en amorçant un processus trilatéral sous son égide. Ainsi, si d'un côté, le groupe de Minsk peut se vanter d'avoir enregistré une accélération dans les négociations arméno-azerbaïdjanaises par l'organisation en 2009 de six tête-à-tête en un an entre les présidents Sarkissian et Aliiev⁷, de l'autre, la Russie se targue d'avoir organisé cinq sommets bilatéraux sous l'égide du président Medvedev, entre novembre 2008 et janvier 2010⁸. Russes et Occidentaux parlent le même langage – « stabilité » et « règlement politique du conflit » autour des « Principes de Madrid »⁹ –, signent les mêmes documents – communiqués du groupe de Minsk de l'OSCE et déclaration des présidents Obama, Medvedev et Sarkozy au sommet du G8 de L'Aquila à l'été 2009 – et se félicitent conjointement des progrès obtenus de-

7. 23 janvier, à Davos ; 7 mai, à Prague ; 4 juin, à Saint-Petersbourg ; 17 juillet, à Moscou ; 8 octobre, à Chisinau ; 22 novembre, à Munich.

8. 2 novembre 2008 à Moscou ; 4 juin 2009, à Saint-Petersbourg ; 17 juillet 2009, à Moscou ; 8 octobre 2009, à Chisinau ; 25 janvier 2010, à Sotchi.

9. Les principes de Madrid, édictés en 2007, comptent six points : retrait arménien des sept provinces sous contrôle autour du Haut-Karabakh (Aghdam, Fizouli, Djebraïl, Ghoubatli, Zanguelan, Kelbadjar, Latchine), création d'un statut provisoire pour le Haut-Karabakh, création d'un couloir reliant l'Arménie au Haut-Karabakh, statut définitif obtenu à l'issue d'une consultation respectant la volonté générale, création d'une mission d'observation internationale de paix, retour des déplacés et des réfugiés.

6. Ce processus, qui a enregistré le 28 janvier 2010 son neuvième cycle de négociations, se compose de deux groupes : l'un politique, l'autre humanitaire.

puis un an. Mais si les positions convergent, si les sourires et les marques d'amitiés sont courants entre les co-présidents russes et occidentaux, Russes, Américains et Français n'accordent pas le même sens à ce regain d'activité diplomatique. Français et Américains s'en tiennent au format du Groupe de Minsk et imputent la moindre avancée dans le dossier arméno-azéri à leur persévérance et à leurs multiples séjours à Erevan, Bakou et dans la province du Haut-Karabakh. Pour les Russes, il en va tout autrement. Deux mois et demi après la déroute militaire géorgienne, le président russe Dmitriï Medvedev a réuni ses homologues arménien et azéri pour un sommet trilatéral, à Moscou, le 2 novembre 2008. L'objectif immédiat de la Russie consistait à montrer à la communauté internationale qu'elle était capable de favoriser la stabilité et le dialogue en prenant des initiatives constructives, en rupture avec la violence des images de la guerre de l'été 2008. Un objectif plus discret de la Russie visait à se replacer au cœur du processus de paix dans le Haut-Karabakh pour mieux le réaménager. Grâce à la médiation russe, les présidents arménien et azéri ont conjointement signé une déclaration le 2 novembre sur leur volonté de résoudre politiquement le conflit. Il s'agit du premier document officiel depuis le cessez-le-feu de mai 1994, ouvrant ainsi un nouveau cycle de pourparlers, principalement sous parrainage de la Russie. D'ailleurs, ce « processus dans le processus » a marqué un nouveau point en janvier 2010 lors de la rencontre à Sotchi, à l'issue de laquelle les autorités russes ont annoncé que l'Arménie et l'Azerbaïdjan travaillent à la rédaction d'un préambule en vue de jeter les bases d'un prochain accord de paix.

Ces manœuvres diplomatiques de la Russie sont d'autant plus efficaces qu'elle a intégralement normalisé ses relations avec l'Azerbaïdjan après une longue période d'incompréhension en raison de l'alliance russo-arménienne et de l'orientation pro-américaine de l'Azerbaïdjan. Entamée sous Poutine, l'homme du partenariat stratégique avec Bakou, la coopération entre la Russie et l'Azerbaïdjan s'est intensifiée au cours de l'été 2009. La Russie a obtenu de Bakou la livraison annuelle de 500 millions de m³ de gaz et la signature d'un accord de coopération militaire – de quoi nourrir les inquiétudes de l'Arménie et les interrogations du côté des Occidentaux, qui comptent toujours sur l'Azerbaïdjan dans leur politique d'approvisionnement énergétique des marchés européens. D'une pierre deux coups pour la Russie, puisque d'un côté elle supervise le rapprochement arméno-azerbaïdjanais au dé-

triment des Occidentaux ; de l'autre, elle entretient d'étroites relations avec l'Azerbaïdjan en vue d'empêcher la construction du Nabucco. Mais le coût de ce dernier (10 milliards de dollars) et la question de la source – où prendre le gaz ? en Azerbaïdjan ? en Iran ? en Asie centrale (Turkménistan, Kazakhstan) ? – rendent ce projet aléatoire malgré l'intention officielle de le mettre en service en 2014. D'autant que la Russie bloque tout projet transcasprien en raison d'un désaccord juridique entre pays riverains de la Caspienne à propos du statut définitif de cet espace maritime : est-ce une mer ou un lac ?

II. Une réévaluation de l'enjeu du Caucase du Sud

Cette reconfiguration sous la houlette de la Russie a rehaussé l'enjeu sud-caucasien dans un contexte d'interdépendance des diplomaties nationales. En effet, la redéfinition pour le moins équivoque des relations entre les États-Unis et la Russie depuis l'élection de Barack Obama a surtout été marquée par la poussée vers l'Europe orientale de deux autres puissances, l'Union européenne et la Turquie, deux partenaires à la fois de Washington et de Moscou. D'où un surcroît de complexité dans le décryptage des subtilités diplomatiques. D'autant que, à leur échelle, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, dont le discours officiel se présente sous les auspices du bon voisinage avec l'ensemble des partenaires – y compris entre eux par le biais de déclarations de bonne intention –, aspirent à jouer un rôle constructif dans un Caucase du Sud réévalué mais sans pivot régional depuis que la Géorgie a été démonétisée lors de la guerre de 2008. Si bien qu'en l'absence de coopération entre les États sud-caucasiens, l'heure est aux grandes manœuvres, au retour de la macro-politique au détriment des pouvoirs locaux.

Des relations russo-américaines équivoques

Américains et Russes ont-ils trouvé dans le Caucase du Sud un théâtre de confrontation ou de coopération ? Il est trop tôt pour répondre à cette question pour deux raisons. La première, c'est que leurs politiques sud-caucasiennes dépendent largement des négociations bilatérales toujours en cours sur les grands dossiers (désarmement nucléaire, bouclier anti-missiles en Europe, OTAN¹⁰, Afghanistan, Iran, démo-

10. L'OTAN a confirmé son engagement de coopérer avec la Russie, notamment en Afghanistan. La rencontre du 15 au 1^{er} décembre 2009 à Moscou entre le Secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, et les autorités russes a permis de poursuivre cette amorce de coopération.

cratie...). Officiellement, les États-Unis et la Russie affichent leur volonté d'ouvrir une nouvelle page dans leurs relations bilatérales, rompant avec l'héritage Bush et sa rhétorique de Guerre froide, qui avait atteint son paroxysme lors de la guerre des Cinq jours. A peine installée, l'administration Obama a insisté sur la nécessité de « redémarrer » (« reset »)¹¹ les relations russo-américaines autour de trois points : dialoguer positivement avec la Russie ; favoriser les échanges économiques avec Moscou en obtenant l'ouverture du marché russe aux investisseurs américains et inversement ; diversifier les routes énergétiques, y compris par la Russie¹², ce qui constitue une rupture avec la politique caspienne des États-Unis depuis la chute de l'URSS. La deuxième raison, c'est que dans cette incertitude sur l'avenir des relations russo-américaines, les États du Caucase du Sud multiplient les démarches diplomatiques auprès de Moscou et de Washington dans le but d'influencer leurs orientations. Dans l'affaire du bouclier anti-missiles, pour lequel Barack Obama a opté en septembre 2009 en faveur d'une vision plus petite et moins coûteuse¹³, chaque pays du Caucase du Sud a réagi différemment. La Géorgie voudrait être associée au nouveau dispositif de sécurité des États-Unis en Europe pour mieux se prémunir de l'appétit russe. L'Arménie s'est alignée sur la position de la Russie et se méfie d'un éventuel déploiement du dispositif en Turquie ou en Azerbaïdjan. Justement, Bakou espère toujours que les Américains accepteront la contre-proposition de la Russie, à savoir une coopération russo-américaine à partir de la station-radar de Gabala, située au nord de Bakou et actuellement louée par les Russes.

Dès lors, dans le Caucase du Sud comme à l'échelle internationale, ce redémarrage des relations entre la Russie et les États-Unis n'est pas sans équivoque au moins dans trois domaines. Washington a d'abord signé en janvier 2009 – lors de la période de transition à la Maison blanche où toutes les décisions sont prises conjointement par les présidents sortant nouvellement élu – des pactes de coopération militaire avec

11. « Reconfiguration, Not Just a Reset, Russia's Interests in Relations with the United States of America », Valdai International Discussion Club, Ria Novosti, Council on Foreign and Defense Policy, Moscou, juin 2009.

12. « Turkey, Russia, Regional Energy Strategies », colloque organisé par The Brookings Institution, Washington DC, 15 juillet 2009.

13. Peter Baker, « Poland Accepts New Missile Defense Plan », *International Herald Tribune*, 22 octobre 2009. Piotr Smolar, « Joseph Biden en tournée pour rassurer l'est de l'Europe sur le bouclier antimissile », *Le Monde*, 24 octobre 2009.

l'Ukraine et la Géorgie, sans toutefois les assortir de clauses sur une assistance mutuelle en cas d'agression par un pays tiers. Alors que, lors de sa rencontre avec son homologue russe en juillet 2009 à Moscou, Barack Obama a joué l'accalmie, son vice-président, Joe Biden a fortement critiqué la Russie lors de sa tournée quelques semaines plus tard en Ukraine et en Géorgie¹⁴, annonçant notamment que « *la Russie est un État agonisant* »¹⁵.

Enfin, Américains et Européens se disent prêts à étudier la proposition russe d'un nouveau système de sécurité pour la zone euro-atlantique en s'opposant fermement cependant au principe de « zone d'influence ». Autrement dit, Washington n'accepte pas que la Russie puisse s'opposer à l'adhésion de la Géorgie et de l'Ukraine à l'OTAN. Cependant, il apparaît que, suite au conflit de 2008 en Géorgie, les États-Unis ne feront rien pour accélérer leur intégration dans l'Alliance atlantique.

La Russie accueille ces messages contradictoires avec circonspection. Elle prend son temps dans l'attente d'un geste dissipant fondamentalement les équivoques de la part de l'administration Obama. Pour l'heure, Moscou se contente d'un dialogue permanent avec les États-Unis et renforce ses positions sur ses marches, notamment dans le Caucase du Sud.

Difficile percée de la Turquie à l'Est

Ce lent redémarrage dans les relations russo-américaines tourne à l'avantage de la Turquie, dont la montée en puissance n'est plus à démontrer sur les plans stratégique (Balkans, Proche-Orient, Caucase, mer Noire), économique (membre du G20) et énergétique (territoire de transit pétrolier et gazier). La Turquie poursuit une diplomatie néo-ottomane faite d'autonomisation à l'égard des États-Unis, d'un principe de « zéro problème aux frontières » et de stabilisation sur les anciennes marches ottomanes. Dans cette perspective, la Turquie a proposé, dès le lendemain de la guerre des Cinq jours, une plateforme de stabilité et de sécurité dans le Caucase du Sud en vue de mieux pénétrer la région. Tous les pays ont accueilli favorablement cette proposition, à l'exception de la Géorgie, en froid avec la Russie. Si bien que pour l'instant, le processus est au point mort.

14. David J. Kramer, « Resetting US-Russian Relations: It Takes Two », *The Washington Quarterly*, January 2010, pp. 61-79.

15. Peter Spiegel, « Biden Says Weakened Russia Will Bend to U.S. », *The Wall Street Journal*, 25 juillet 2009.

La Turquie a également scellé un partenariat stratégique avec la Russie, porté par l'économie¹⁶. Elle accepte le *leadership* russe dans le Caucase du Sud mais ne s'interdit pas d'affiner sa stratégie de pénétration de l'isthme caucasien. C'est dans le cadre d'une approche multivectorielle, à l'égard de la Russie, des États-Unis et de l'Union européenne, que la Turquie a signé l'accord de normalisation avec l'Arménie, le 10 octobre 2009 à Zürich, en Suisse. Ankara compte sur ses bonnes relations avec Moscou pour intégrer le marché arménien dans son périmètre en rouvrant sa frontière avec l'Arménie une fois le protocole ratifié. Le duo Gül-Erdogan espère également qu'une normalisation des relations avec l'Arménie aura des effets bénéfiques dans les négociations sur l'intégration de la Turquie avec l'UE (dossiers des minorités kurde, arménienne, gréco-chypriote). La diplomatie turque utilise également l'accord de Zürich pour dissuader les États-Unis de reconnaître le génocide des Arméniens, car l'heure est à la paix et au dialogue et non aux résolutions. Ankara rappelle également aux Américains son rôle incontournable en Afghanistan et au Proche-Orient. Mais Washington a évité le piège turc et s'est engouffré dans le processus de rapprochement arméno-turc, en reprenant à son compte les progrès de la « diplomatie du football ». A la veille de sa rencontre avec M. Erdogan, à Washington, le 7 décembre 2009, le président Obama a, dans un courrier adressé à l'Armenian Assembly of America, un groupe de pression arménien aux États-Unis, écrit qu'il souhaitait accélérer « *sans condition et dans un délai raisonnable la ratification de l'accord avec l'Arménie* » et que « *sa position* » sur le génocide des Arméniens « *n'avait pas changé* »¹⁷. Signe de cette pression, la Maison blanche a laissé sa majorité démocrate à la Chambre des Représentants annoncer pour le 4 mars 2010 l'examen de la résolution HR 252 portant sur la reconnaissance du génocide en commission des affaires étrangères¹⁸. En fait, les Américains se méfient du rapprochement russo-turc, des lenteurs côté turc dans le processus de ratification des protocoles

16. 70 % du gaz turc sont achetés à la Russie. Le volume du commerce russo-turc est passé de moins de 500 millions de dollars en 1988 à 28 milliards de dollars en 2008.

17. Lettre publiée sur le site de l'Armenian Assembly of America. <http://www.aaainc.org/index.php?id=778>. Lors de la campagne présidentielle, Barack Obama avait reconnu à plusieurs reprises le génocide des Arméniens. Une fois élu, il a déclaré que sa position n'avait pas changé mais que l'heure était au dialogue entre la Turquie et l'Arménie.

18. Une autre résolution portant sur la même question a été introduite au Sénat, la S. 316.

avec l'Arménie et surtout de la politique d'ouverture de la Turquie à l'égard de l'Iran¹⁹. Certains experts américains ouvrent le débat d'une OTAN sans la Turquie et se demandent si Ankara appartient toujours à l'Ouest²⁰. Est-ce d'ailleurs un hasard si le candidat républicain de la présidentielle de 2008, John McCain, sénateur et connu jusque-là pour être un ami de la Turquie, a reconnu le génocide des Arméniens, peu avant la visite de M. Erdogan à Washington ?

Le processus de normalisation arméno-turc a enregistré ses premiers dommages collatéraux. L'armée russe voit le grand rêve de Catherine II s'éteindre sur la fixation de la frontière actuelle entre l'Arménie et la Turquie, alors que, jusqu'à maintenant, la pensée stratégique russe avait nourri le nationalisme arménien sur l'idée d'une porosité de la frontière avec la Turquie. La Géorgie s'est également inquiétée que la réouverture de la frontière turco-arménienne lui porte préjudice sur le plan économique. Mais, vraisemblablement sous influence de Washington, Tbilissi a finalement trouvé dans cette normalisation turco-arménienne de bonnes raisons d'espérer une transformation positive et une stabilisation renforcée du Caucase du Sud. Mais l'Azerbaïdjan a vivement réagi au protocole arméno-turc. Fidèle allié de la Turquie, l'Azerbaïdjan redouble d'effort pour empêcher Ankara de ratifier cet accord tant que la question du Haut-Karabakh est bloquée. Aussitôt demandé, aussitôt entendu, le gouvernement turc a déclaré qu'il ne ratifierait pas l'accord du 10 octobre sans concessions préalables de l'Arménie à propos du Haut-Karabakh. Or, pour l'Arménie, soutenue par les États-Unis, la Russie, la France et l'Union européenne, le rapprochement avec la Turquie et la question du Haut-Karabakh constituent deux processus distincts. Vladimir Poutine l'a rappelé en janvier 2010 en présence de son homologue turc à Moscou. En écho à ces « préconditions »

19. Le Premier ministre turc a déclaré que l'Iran était un pays ami de la Turquie. Lire Robert Tait, « Iran Is Our Friend, Says Turkish PM Alongside Swipe at Disdainful EU », *The Guardian*, 26 octobre 2009.

20. Nick Danforth, « How the West Lost Turkey, *Foreign Policy* », 25 novembre 2009, version numérique : http://www.foreignpolicy.com/articles/2009/11/25/how_the_west_lost_turkey.

Soner Cagaptay, « Is Turkey Leaving the West? », *Foreign Affairs*, 26 octobre 2009, version numérique : <http://www.foreignaffairs.com/articles/65634/soner-cagaptay/is-turkey-leaving-the-west>.

Tamsin Walker, « Which Way Will Turkey Turn, East or West? », *Deutsche Well*, 28 octobre 2009.

David Schenker, « NATO Without Turkey », *The Wall Street Journal*, 5 novembre 2009, version numérique : <http://online.wsj.com/article/SB10001424052748704013004574517210622936876.html>

turques inadmissibles pour Erevan, le président arménien Serge Sarkissian a menacé de sortir du processus de rapprochement avec la Turquie. En écho, le Conseil constitutionnel de l'Arménie a jugé les protocoles conformes à la Constitution tout en les assortissant de remarques générales que la Turquie interprète comme des préalables irrecevables. Le rapprochement arméno-turc semble aujourd'hui compromis même si officiellement Ankara et Erevan affichent leur volonté de conduire la normalisation jusqu'à son terme.

De la poussée française et européenne vers la mer Noire et la Caspienne

La mutation du Caucase du Sud s'opère sous l'effet d'avancées de l'Union européenne, et notamment de la France, dans la région. La médiation de la France, en tant que présidente de l'UE, lors de la guerre des Cinq jours, avait réveillé la diplomatie européenne et marqué les esprits. L'initiative française avait en effet été prompte et efficace sur le terrain. L'accord du 12 août 2008 ne fait cependant nullement mention de l'intégrité territoriale de la Géorgie et son point 5 portant sur le retrait des forces russes dans leurs positions antérieures au conflit n'a jamais été appliqué. Mais l'ensemble des acteurs s'accorde à dire que le rapport de force était tellement favorable à la Russie que l'intervention diplomatique française a d'abord consisté à faire taire les armes et à créer les conditions d'un processus diplomatique entre les différentes parties.

Par ailleurs, le dialogue franco-russe a permis de déployer une mission d'observation de l'Union européenne très rapidement en Géorgie, aux abords des deux « provinces scissionnistes », sans toutefois obtenir l'autorisation de Moscou d'accéder à ces provinces « rebelles ». La Russie a également obtenu de Paris et de Bruxelles que la mission européenne, la première d'envergure de l'UE dans le Caucase du Sud, soit dirigée par un tandem franco-allemand. Peut-être s'agit-il de l'acte de renaissance de l'Europe politique et/ou d'une concession franco-allemande, deux sérieux partenaires de la Russie dans l'Union européenne²¹ ?

21. La France négocie la vente à la Russie du navire classe Mistral. Elle a signé des accords avec plusieurs pays alliés de la Russie. Avec le Kazakhstan, la France a signé des contrats d'un montant de 6 milliards de dollars dont (visite en Asie centrale du président Nicolas Sarkozy en octobre 2009) un accord de coopération nucléaire et un accord de coopération militaire avec le Kazakhstan (Rovshan Ibrahimov, « France: New Active Player in Eurasian Energy Game », *The Journal of Turkish Weekly*, 30 octobre 2009). Avec l'Arménie, la France a signé un arrangement sur une coopération militaire le 10 février 2010. Gaz de France Suez pourrait participer au South

Quoi qu'il en soit, dans la foulée de l'offensive présidence française de l'Union européenne au deuxième semestre 2008, Bruxelles a signé un Partenariat oriental avec six anciennes républiques soviétiques (Biélorussie, Moldavie, Ukraine, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan) en mai 2009 à Prague. La Russie n'a pas apprécié la création de cet espace de coopération entre les 27 et six pays de sa périphérie. Elle y voit une version *light* des révolutions colorées des années 2003-2005 soutenues par les États-Unis et la Grande-Bretagne. En effet, Moscou considère que ces programmes d'adaptation des États post-soviétiques aux normes européennes consistent à restructurer leur appareil d'État et démocratiser leur société civile, ce qui va à l'encontre des intérêts de la Russie. Moscou y voit aussi une forme d'ingérence dans les affaires intérieures des États de l'ex-URSS. La Russie considère enfin que le Partenariat oriental revient à la formation d'un GUAM élargi à ses deux alliées traditionnelles : l'Arménie et la Biélorussie. De quoi nourrir l'ambiguïté des relations entre Russes et Européens, qui s'est manifestée entre autres lors du sommet UE-Russie, le 18 novembre 2009 à Stockholm, à propos de la Géorgie et des droits de l'Homme.

Du nouveau rôle de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan

Pendant la guerre des Cinq jours, l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont subi de lourds dommages collatéraux. Erevan a vu ses approvisionnements commerciaux chuter de 70 % en raison des bombardements russes sur les axes stratégiques géorgiens. En Azerbaïdjan, Bakou a transféré ses livraisons de pétrole du Bakou-Tbilissi-Ceyhan vers le Bakou-Novorossisk traversant le territoire russe. Cette décision a été prise en accord avec British Petroleum, principal actionnaire du BTC. Traverser le territoire russe constituait, il est vrai, une garantie de sécurité pour l'Azerbaïdjan. Une fois passée l'urgence, les frères ennemis caucasiens se sont lancés dans la course au *leadership* régional après la déroute géorgienne.

Côté arménien, un projet de raccordement entre le pipeline russo-arménien et le pipeline arméno-iranien, en fonctionnement depuis 2008, a été signé avec la Russie. D'autres projets communs sont en cours de réalisation, comme la création d'une autoroute irano-arménienne et d'une ligne de chemin de fer reliant l'Iran à l'Arménie d'un côté et la Russie à l'Arménie, via l'Abkhazie, de

Stream et EDF au Nordstream, deux projets de gazoducs soutenus par la Russie (« Gazoduc : EDF rejoint le projet russe South Stream », *Les Echos.fr*, 27 novembre 2009.

l'autre. Erevan se voit ainsi attribuer par la Russie un rôle plus significatif sur le plan énergétique. Dans le même temps, elle enregistre des soutiens importants de la part des États-Unis (relance du *Millennium Challenge Corporation*²²) et de l'UE (probable signature d'un Accord de libre-échange en 2010-2011). Si les protocoles signés avec Ankara sont ratifiés par les deux parties, l'Arménie pourrait devenir une plaque tournante énergétique, redresser son économie après une forte récession en 2009 et assurer son développement à long terme.

Côté azerbaïdjanais, la transformation en cours du Caucase du Sud lui assure incontestablement une marge d'avance considérable sur ses rivaux sud-caucasiens. Avec une croissance de l'ordre de 25 % par an de 2004 à 2008, l'Azerbaïdjan relève tous les défis économiques. Avec la Russie, l'Azerbaïdjan a signé un accord de coopération énergétique le 10 octobre 2009, soit le même jour que la signature de l'accord de Zürich entre l'Arménie et la Turquie. Moscou s'est à nouveau engagée à acheter à Bakou 500 millions de m³ de gaz par an aux prix internationaux. L'Azerbaïdjan étudie la possibilité de devenir un terrain de transit logistique des forces américaines en Afghanistan. Avec la France, l'Azerbaïdjan envisage la possibilité de signer un partenariat stratégique, d'après les informations obtenues lors de la visite éclair du président Aliiev à Paris, le 9 décembre 2009. Avec la Géorgie et la Turquie, l'Azerbaïdjan finalise la construction d'une ligne de chemin de fer, Bakou-Tbilissi-Kars (BTK), dans le cadre du programme du *Silk Road Act* – mais sans le soutien des Européens car cette route ferroviaire contourne l'Arménie, alors que Bruxelles tient à l'équilibre régional. Mais Bruxelles et Washington ne peuvent pas empêcher sa construction et espèrent le succès de la normalisation entre l'Arménie et la Turquie pour ouvrir un tronçon arménien à partir du BTK.

Les relations entre la Turquie et l'Azerbaïdjan se sont d'ailleurs un peu distendues depuis l'accord arméno-turc. Bakou a exprimé son mécontente-

22. Il s'agit d'un fonds de soutien aux pays qui accomplissent des réformes en faveur de l'État de droit, de l'économie de marché et des droits de l'Homme. L'Arménie a rejoint ce fonds en 2005 et obtenu une aide de 235 millions de dollars sur cinq ans. Elle et la Géorgie sont les deux seuls pays issus de l'ex-URSS à en bénéficier sur une liste de 17 États. Ce fonds est géré par le Département d'État. L'aide à l'Arménie a été suspendue en mars 2008 après les événements qui ont entaché l'élection du président Serge Sarkissian à la tête du pays. Washington a relancé les crédits du *Millennium Challenge Corporation* à l'Arménie après l'annonce du protocole d'accord avec la Turquie. Stream et EDF au Nordstream, deux

ment en annonçant la vente à Ankara de son gaz aux tarifs internationaux. Le président azerbaïdjanais a également émis des réserves à propos du projet Nabucco, considérant que le dossier devenait trop politique et hasardeux²³. En fait, l'Azerbaïdjan jouit d'une position économique et stratégique confortable et espère, en échange de sa coopération tout azimuts, un déblocage dans le conflit du Haut-Karabakh par des pressions sur l'Arménie de la part de ses partenaires, anciens et nouveaux. Pour l'heure, la communauté internationale semble plus disposée à obtenir la paix dans la région qu'à satisfaire directement Bakou dont la technique de la surenchère – jusqu'à menacer de recourir à l'option militaire pour débloquer le dossier du Haut-Karabakh – agace les chancelleries occidentales et russe.

III. De nouvelles sources de tensions

La réévaluation de l'enjeu caucasien dans le cadre du regain de *leadership* russe mais contre lequel les États-Unis et l'Union européenne rivalisent parfois conjointement, parfois séparément, avec la Turquie et l'Iran à l'affût, place le Caucase du Sud dans un climat de nervosité évident, accentué par la vulnérabilité des trois jeunes États, qui ne coopèrent pas entre eux, mais aussi par l'absence de système de sécurité régionale et la faiblesse des modes de régulation des conflits²⁴. Depuis un an et demi, l'ensemble des acteurs ont-ils réellement tiré les leçons du conflit russo-géorgien alors que les tensions demeurent, ici, en Géorgie, là, près du Haut-Karabakh, ou encore, dans une autre mesure, plus au sud vers l'Iran ?

projets de gazoducs soutenus par la Russie (« Gazoduc : EDF rejoint le projet russe South Stream », *Les Echos.fr*; 27 novembre 2009.

23. Interview du président Ilham Aliiev à *Bloomberg press*, 28 janvier 2010.

<http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=newsarchive&sid=aqTec9Lu28G4>

24. En Ossétie du Sud, il existait une Commission mixte quadripartite (Russie, Ossétie du Sud, Ossétie du Nord et Géorgie, soit 3 contre 1) accompagnée d'une petite mission de l'OSCE – particulièrement faible. En Abkhazie, la paix était garantie par une mission de l'ONU (Monug) chargée d'observer les négociations directes entre Soukhoumi et Tbilissi. Dans le Haut-Karabakh, les protagonistes ont accepté le principe du Groupe de Minsk de l'OSCE, mais le format des négociations ne comprend pas la présence des autorités arméniennes du Haut-Karabakh à la demande de l'Azerbaïdjan. Dans les trois cas, le mode de régulation est resté fragile car en dehors d'un cessez-le-feu conclu en 1992 (accords de Dagomys en Ossétie du Sud) et en 1994 (accords de Moscou pour l'Abkhazie et accord de Bichkek pour le Haut-Karabakh), rien de concret n'a été obtenu.

La Russie et la Géorgie pourront-elles s'accommoder encore longtemps du *statu quo* qui règne actuellement en Abkhazie et en Ossétie du Sud ? « Indépendance », disent les uns, « annexion », répondent les autres à ce qui ressemble de plus en plus à la création de deux nouvelles « Républiques autonomes » rattachées à la Fédération russe. Pourtant, il semblerait que la situation soit plus compliquée en Abkhazie qu'en Ossétie du Sud. La formation des micro-pouvoirs dans toute la région est un paramètre qu'il ne faut pas négliger. Trop longtemps oubliées ou sous-estimées par les commentateurs qui réfléchissent souvent en termes de macro-politiques et de rivalités entre puissances, ces micro-structures ont une capacité d'influence sur la Russie qu'il convient de ne pas sous-évaluer. Si ces micro-pouvoirs savent qu'ils dépendent essentiellement de la Russie, ils n'ignorent pas non plus qu'ils ont une réelle capacité d'influence auprès des cercles de pouvoirs à Moscou. L'esprit d'indépendance de l'Abkhazie est plus élevé qu'en Ossétie du Sud pour trois raisons. Sergueï Bagapsh a été confortablement réélu président de l'Abkhazie le 12 décembre 2009 contrairement à son homologue ossète, Edouard Kokoïty, dont l'autorité est contestée par les Ossètes. L'Abkhazie est un « pays » riverain de la mer Noire et jouit de gisements *off-shore* au large de Soukhoumi. Enfin, il n'y a pas de région autonome abkhaze au sein de la Fédération de Russie tandis que l'Ossétie du Sud peut compter sur la solidarité de la République d'Ossétie du Nord rattachée à la Russie. Celle-ci, prise à son propre piège, traîne ces deux dossiers comme un sparadrap placé au bout du doigt, constate qu'à la longue le soutien à ces zones rebelles peut se transformer en handicap. Cet agacement pourrait se traduire par un possible échange – l'Ossétie du Sud à la Géorgie, l'Abkhazie à la Russie – en vue d'une normalisation des relations entre Moscou et Tbilissi. Terrain pour le moins glissant, cette très hypothétique sortie de crise relayée par certains auteurs en Occident²⁵ se heurte aux lois de l'histoire et aux différents nationalismes locaux aux logiques plus que contradictoires. D'autant que si le cessez-le-feu russo-géorgien est globalement respecté, il n'y a pas un jour sans provocations, ni intimidations aux abords de la ligne de front. Depuis un an et demi, la Russie accuse la Géorgie de se réarmer massivement. Moscou considère que le potentiel militaire géorgien est actuellement plus élevé qu'au moment de la guerre. Les Russes accusent notamment la socié-

25. Pierre Razoux défend cette thèse. *Histoire de la Géorgie, la clé du Caucase*, Editions Perrin, 2009.

té américaine Barrington Alliance d'avoir vendu à la Géorgie des missiles d'une valeur totale de « plus de 100 millions de dollars »²⁶. La Géorgie se dit dans son droit le plus strict d'assurer sa défense en cas de reprises des hostilités. Elle compte pour cela sur l'accord militaire signé avec les États-Unis et sur les effets techniques des travaux de la Commission OTAN-Géorgie, établie comme palliatif au non-octroi du *Membership Plan Action*. Cependant, Tbilissi s'interroge sur les conséquences de la victoire du candidat pro-russe Viktor Ianoukovitch. Une Ukraine tournée à nouveau vers Moscou priverait la Géorgie d'un soutien de poids pour internationaliser sa cause. Les Géorgiens s'inquiètent en outre du projet de vente du navire français classe Mistral à la Russie. Pour l'heure, la fermeté de Moscou lui a permis de ne pas reculer en Géorgie et de laisser le bouillonnant président géorgien M. Saakashvili tourner en rond. Mais jusqu'à quand se maintiendra ce *statu quo* ? Une lueur d'espoir se dessine toutefois : les vols reliant Moscou à Tbilissi ont repris et un premier poste de frontière devrait se rouvrir à Zemo Larsi-Kazbegi, rapporte la presse des deux États.

Tensions autour du Haut-Karabakh

Le nœud du Haut-Karabakh se trouve à l'épicentre de l'ensemble des dynamiques en cours dans la région. Dix-sept ans après la création du groupe de Minsk, la paix n'a toujours pas progressé dans la région même si le rythme des négociations s'est accéléré depuis la guerre des Cinq jours et que le précédent géorgien est venu confirmer le fait que tout règlement militaire d'un conflit gelé est plus que risqué. Risqué sur le plan militaire pour l'agresseur. Risqué sur le plan diplomatique puisque l'ensemble de la communauté internationale condamne tout usage de la force pour résoudre ces conflits.

Et pourtant, malgré ces mises en gardes et autres appels à la retenue, notamment à l'adresse de l'Azerbaïdjan, qui a multiplié les déclarations va-t'en-guerre contre les Arméniens²⁷, la situation demeure dangereuse. L'Arménie et l'Azerbaïdjan restent en état de guerre ; seul un cessez-le-feu a été signé. Depuis quelques mois, le ton est monté d'un cran entre Erevan et Bakou. Cette joute verbale pourrait, si les choses s'enveniment, graduellement déboucher sur une reprise des hostilités pour plusieurs raisons.

26. Dépêche AFP, citant l'agence russe Itar Tass, AFP, 10 novembre 2009, 17h22.

27. La dernière menace a eu lieu le 31 décembre 2009, lors de la présentation des vœux du président Aliiev aux Azerbaïdjanais. <http://www.news.az/articles/5821>

Il existe tout d'abord de réelles divergences au sein de la présidence du groupe de Minsk, notamment entre les co-présidents russe et américain. Matthew Bryza, le coprésident américain et responsable du Bureau des affaires européennes et eurasiennes au Département d'État, avait durement critiqué la Russie dans son aventure contre la Géorgie. Il a été remplacé durant l'été 2009 à ses deux fonctions par l'ambassadeur américain en Croatie (Robert Bradtke, groupe de Minsk) et par l'ambassadrice américaine au Kosovo (Tina Kaidanow, au Département d'État). Officiellement, Washington a présenté ce retrait comme une routine diplomatique au nom du principe de rotation et en écho au changement d'administration dans le pays (Matthew Bryza étant un néo-conservateur convaincu). Par ailleurs, la Russie n'a point apprécié la publication en juillet 2009 par le Département d'État américain des six Principes de Madrid, ce qui rompait avec l'esprit, dit-elle, de la collégialité et du consensus. Depuis son départ, Matthew Bryza espère obtenir une affectation dans la région, notamment le poste aujourd'hui vacant d'ambassadeur des États-Unis en Azerbaïdjan. Procédure qui traîne depuis sept mois, Bakou faisant monter les enchères et attendant toujours une demande officielle américaine pour se prononcer²⁸. Au même moment, la Russie a annoncé qu'elle allait également procéder au remplacement de son représentant au groupe de Minsk, Youri Merzlyakov, sans donner l'identité de son successeur, mais en laissant se répandre le nom de Grigori Karassine, vice-ministre des Affaires étrangères et considéré comme le « Monsieur indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud ».

Outre ces péripéties diplomatiques qui apparaissent secondaires mais qui conditionnent en partie le comportement des Arméniens et des Azerbaïdjanais, les discussions bloquent sur le statut de la province arménienne. Apparemment, le principe des « territoires contre statut » ne semble plus convenir à l'Azerbaïdjan. D'après les déclarations des uns et des autres, l'Arménie pourrait envisager un retrait de cinq des sept provinces qu'elle contrôle en échange d'un référendum d'autodétermination du Haut-Karabakh, sans précision sur la date de cette consultation, ni sur les modalités du vote. L'Azerbaïdjan rejette catégoriquement cette option référendaire et n'envisage le règlement de ce problème que sur la base d'une large autonomie

28. D'après des sources à l'OSCE, M. Bryza se serait vu refuser le poste d'ambassadeur américain en Géorgie (Tbilissi cherchant à s'adapter à la nouvelle administration américaine et à ne pas envenimer ses relations déjà difficiles avec Moscou), ainsi qu'en Grèce et à Chypre.

pour le Haut-Karabakh dans le cadre de son intégrité territoriale. L'Azerbaïdjan a tenté de changer le format des pourparlers de paix, en cherchant à élargir les discussions au Conseil de l'Europe, à l'ONU et à l'OTAN. En vain. La France, les États-Unis, la Russie et les deux autres membres permanents du Conseil de sécurité se sont toujours opposés à ces démarches alternatives. Pour l'heure, l'Azerbaïdjan a accru son budget de défense, passé, entre 2004 et 2009, de 175 millions de dollars à 2,46 milliards de dollars ; pour l'Arménie, de 81 millions de dollars à 495 millions de dollars pour la même période²⁹.

Le rapprochement entre l'Arménie et la Turquie a eu actuellement pour seul effet de tendre les discussions entre Arméniens et Azerbaïdjanais. Erevan voit dans ces protocoles avec la Turquie un moyen de diviser Turcs et Azerbaïdjanais. Bakou les perçoit comme un instrument de pression de la Turquie sur Erevan. Or, les autorités arméniennes ne veulent pas être les premières à faire des concessions sur le dossier du Haut-Karabakh. D'abord, parce que la société arménienne n'a pas été préparée à la normalisation avec Ankara et s'inquiète du sort qui sera réservé à la question du génocide. Ensuite, parce que l'Arménie considère que les deux dossiers sont indépendants. A l'unisson, la communauté internationale a rappelé à Bakou et à Ankara qu'il s'agissait effectivement de deux processus distincts et que toute confusion entre les deux dossiers risquait fortement de compromettre la paix dans la région. Inflexible, le président azerbaïdjanais Ilham Aliiev a renoué avec son discours belliqueux menaçant l'Arménie de recourir à la force pour débloquer la situation sur le terrain. Son homologue arménien lui a aussitôt promis des « *contre-attaques conséquentes* » de son armée en cas de provocation³⁰. Symbole de ces tensions croissantes, le cessez-le-feu est de plus en plus fréquemment violé sur le terrain³¹. Bakou et Erevan se rejettent mutuellement la responsabilité de cette situation. Selon l'Arménie, Bakou a violé le cessez-le-feu 4 600 fois en 2009, 3 500 fois en 2008, 1 500 fois en 2007 et près de 600 fois en 2006³². L'Azerbaïdjan renvoie les mêmes

29. 60 millions de dollars à 572 millions de dollars pour la Géorgie de 2004 à 2008.

30. L'Arménie peut également compter en théorie sur le soutien de l'OTSC dont l'article 4 de sa Charte enclenche l'assistance mutuelle entre États membres en cas d'agression d'un État tiers.

31. Les derniers échanges de tirs ont eu lieu les 1^{er} et 2 février 2010 près de Horatiz, ville située dans la zone de sécurité sous contrôle des forces arméniennes, près de la frontière avec l'Iran.

32. Une mission de l'OSCE s'est d'ailleurs rendue sur la ligne de front en vue d'obtenir des différentes parties le

chiffres au visage de l'Arménie. En attendant, tous les observateurs craignent une reprise des combats sans déclaration de guerre en conséquence d'une dégradation progressive de la situation. Dans ce cas de figure, personne n'aurait à assumer la responsabilité de la guerre.

Mais qui aurait intérêt à une guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ? Il semblerait que face à ce qui ressemble de plus en plus à une impasse diplomatique, la Russie, dont le discours officiel se veut rassurant et constructif, n'exclut pas cette éventualité pour trois raisons : favoriser les conditions d'un blocage politique pour remodeler à sa façon le contexte caucasien, interrompre la poursuite du projet Nabucco et casser le Groupe de Minsk pour reprendre la conduite des négociations entre Arménie et Azerbaïdjan, mais cette fois-ci sans la présence des Américains. L'Iran pourrait également s'accommoder d'une escalade des tensions. Téhéran n'accepte pas l'idée d'un déploiement d'une force internationale de paix autour du Haut-Karabakh, comme le mentionne l'un des principes de Madrid.

Réveil possible d'autres conflits interethniques

D'autres sources de tensions ont été ravivées depuis la guerre des Cinq jours. C'est le cas de la région de Samskhete-Djavakhtie, province géorgienne majoritairement composée d'Arméniens considérés comme pro-russes par Tbilissi. La région de Samskhete-Djavakhtie est hautement stratégique : frontière directe avec l'Arménie, rivalités interethniques, passage du BTC, du BTE et du BTK, discrimination à l'égard de la minorité arménienne accusée de russophilie. D'ailleurs, la Russie fait son possible pour exalter le sentiment national arménien contre les Géorgiens. Tbilissi accuse de son côté des *leaders* arméniens locaux de « travailler » pour les services de renseignements de la Russie³³.

Depuis un an, les minorités lezguis au nord-est de l'Azerbaïdjan, et talishs, près de la frontière avec l'Iran, ont multiplié les congrès à Moscou. Au Lezguistan, la situation est sous contrôle depuis la normalisation des relations russo-azerbaïdjanaises et la forte coopération policière entre les deux États contre la menace terroriste en provenance du Caucase du Nord voisin. Au Lenkoran, où la minorité persanophone est ma-

retrait de leurs snipers à l'origine de ces tensions.

33. Déclaration du ministre des Affaires étrangères géorgien à l'Assemblée nationale de la République française, lors de sa visite à Paris, le 25 novembre 2009.
<http://www.assemblee-nationale.fr/13/cr-cafe/09-10/c0910019.asp>

ajoritaire, la coopération entre la Russie, l'Iran et l'Azerbaïdjan empêche toute dégradation. Cela étant, les *leaders* talishs accusent ouvertement Bakou de violer les droits de l'Homme (arrestation de journalistes azerbaïdjanais d'origine talish) et leurs droits culturels. Si les relations entre l'Azerbaïdjan et la Russie (Haut-Karabakh) d'un côté, et celles entre l'Azerbaïdjan et l'Iran (minorité azérie en Iran) de l'autre, venaient à se dégrader, Moscou et Téhéran pourraient le moment venu toujours compter sur les leviers lezgui et talish pour fragiliser Bakou. Les Azerbaïdjanais sont avertis et protestent régulièrement auprès des Russes contre la tenue à Moscou de rassemblements culturels des Lezguis et des Talishs.

L'inconnue du front iranien

L'Iran a promptement réagi lors de la guerre des Cinq jours. Coopérant avec les trois États du Caucase du Sud, principalement l'Arménie et l'Azerbaïdjan, Téhéran a attribué la responsabilité de la guerre aux États-Unis, considérant que l'élargissement de l'OTAN reste la principale pierre d'achoppement entre la Russie et la Géorgie. Si l'Iran a ménagé la Géorgie, ce n'est pas uniquement par réflexe anti-américain, c'est aussi parce que le régime iranien a besoin du Caucase du Sud comme débouché économique et porte de secours de sa participation à la mondialisation. C'est surtout parce que l'Iran a besoin du soutien de la Russie dans son bras de fer avec l'Occident à propos de son programme nucléaire. Depuis la guerre en Géorgie, les hauts représentants iraniens sillonnent les capitales du Caucase du Sud à la recherche de marques de soutien en cas de plan d'attaque des États-Unis si les choses venaient à se dégrader. Mais à mesure que l'Iran propose sa médiation, notamment dans le conflit du Haut-Karabakh ou dans le processus de normalisation arméno-turc, et que le Caucase du Sud se désenclave, l'Arménie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan glissent peu à peu dans le jeu complexe du Proche-Orient.

Dans la crise iranienne, l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont fait savoir qu'ils interdiraient la traversée de leur espace aérien à tout projet de raids contre l'Iran. En même temps, l'Azerbaïdjan coopère étroitement avec Israël sur le plan énergétique et militaire. 20 % du pétrole israélien proviennent de l'Azerbaïdjan (chiïte) par le biais du BTC. Israël envisage de raccorder Ceyhan au pipeline Ashkelon-Elat. Le 29 juin 2009, le président israélien, Shimon Pérès, a effectué une tournée à Bakou à la tête d'une forte délégation comprenant plusieurs compagnies de défense

(Aeronautics Defense Systems Ltd, Elta Systems, ELISRA and IMI) et 75 hommes d'affaire israéliens. Bakou étudie la possibilité d'acheter des drones israéliens (Orbiter, Aerostar), équipement qui a fait ses preuves durant la guerre des Cinq jours. Selon le magazine *Military Review of Israel*, Bakou a acheté en 2008 des fusils d'assaut TAR-21 et des systèmes de lance-roquettes guidées de 122, 160 et 300 millimètres. Après la Géorgie, Israël poursuit donc avec l'Azerbaïdjan sa politique de sécurisation de ses approvisionnements.

Cependant, le rapprochement turco-iranien et les déclarations anti-israéliennes du Premier ministre turc Erdogan depuis la guerre de Gaza (décembre 2008-janvier 2009) ont été l'occasion d'un rapprochement entre l'Arménie et Israël. Le lobby pro-israélien aux États-Unis, qui a toujours soutenu l'axe turco-israélien, ne s'opposera désormais plus à l'adoption d'une résolution portant sur la reconnaissance du génocide des Arméniens par les États-Unis. Depuis quelques temps, Erevan est de plus en plus fréquemment visité par des députés israéliens. Le projet de reconnaissance du génocide par la Knesset a été relancé en 2009 et pourrait déboucher sur une reconnaissance officielle par Israël. L'Arménie poursuit cependant une politique traditionnellement pro-arabe en s'attachant à ne pas présenter la question du Haut-Karabakh en conflit religieux malgré les appels vains de l'Azerbaïdjan à la solidarité islamique. Erevan tient également compte des relations équivoques entre le monde arabe et la Turquie, proche d'Israël, et de la sécurité des communautés arméniennes du Proche-Orient. Erevan a fait acte de candidature à la Ligue des pays arabes en 2004. En juin 2009, peu avant la visite de Shimon Pérès à Bakou, son homologue syrien, Bachar Al-Assad, a effectué une tournée en Arménie et en Azerbaïdjan, saluant Erevan pour son rapprochement avec la Turquie et signant plusieurs accords de coopération avec les deux pays sud-caucasiens. L'avenir des relations entre les États du Proche-Orient et ceux du Caucase du Sud reste cependant indexé

au dénouement de la crise du nucléaire iranien. Que se passera-t-il dans le Caucase du Sud en cas de frappes unilatérales israéliennes contre l'Iran, à commencer par le Haut-Karabakh, frontalier du territoire iranien ?

Conclusion

Tous les chantiers sont désormais ouverts dans le Caucase du Sud. Ils annoncent soit son désenclavement pro-occidental, comme le souhaitent notamment Washington et Bruxelles, soit sa remodelisation, comme le souhaite Moscou. Mais à mesure que cette ouverture se poursuit, l'enjeu du Caucase gagne en valeur ce qu'il perd en sérénité. Tous les indicateurs de la paix et de la stabilité sont ainsi passés du vert à l'orange.

Dans ce contexte, deux hypothèses contraires sont possibles dans la région. Hypothèse optimiste : les dynamiques multilatérales favorisent la stabilité du Caucase du Sud et bénéficient à tout le monde, ce qui suppose une réelle redéfinition des relations entre les États-Unis et la Russie et des perspectives positives pour les dossiers afghan, iranien et proche-oriental. Difficile d'y souscrire. D'où l'hypothèse pessimiste : l'intérêt national prime sur les projets collectifs et, sous l'effet de stratégies contradictoires, les rapports de force tombent dans une impasse et se traduisent par une dégradation progressive de la situation dans certaines zones plus vulnérables que d'autres, comme le Caucase du Sud. Début février 2010, Dennis Blair, le directeur de l'Agence du renseignement national américain (*National Intelligence*), ne dit pas autre chose lorsqu'il dresse la liste des sources d'insécurité dans le monde : « *les tensions entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan s'aggravent et peuvent déboucher sur la reprise des combats dans le Haut-Karabakh* »³⁴.

34. Annual Threat Assessment of the US Intelligence Community for the Senate Select Committee on Intelligence Dennis C. Blair Director of National Intelligence February 2, 2010.

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur.

Gaïdz Minassian

gaidz.minassian@sciences-po.org

Retrouvez toute l'actualité et les publications de la Fondation pour la Recherche Stratégique sur :

WWW.FRSTRATEGIE.ORG